

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

PRATIQUES D'APPLICATION DES DROITS APPLIQUEES EN CHINE POUR LUTTER CONTRE LES ATTEINTES ET LA CONTREFAÇON

*Contribution établie par M. Qi Wang, directeur, Bureau de l'application des droits et de l'inspection, Administration nationale de réglementation des marchés, Beijing (Chine)**

RESUME

La présente contribution donne un aperçu du système de protection de la propriété intellectuelle en Chine et des activités d'application des droits de propriété intellectuelle menées dans ce pays par les autorités de réglementation des marchés. Elle met en évidence les résultats positifs obtenus par ces autorités dans la mise en place d'institutions, la conduite de campagnes spécialisées, l'organisation d'opérations unifiées à l'échelle nationale afin de détruire les produits de contrefaçon, l'approfondissement des échanges et de la coopération au niveau international et le renforcement continu de la protection des indications géographiques.

* Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur et ne sont pas nécessairement celles du Secrétariat de l'OMPI ou de ses États membres.

I. INTRODUCTION

1. Le Gouvernement chinois accorde une importance considérable à la protection de la propriété intellectuelle. Son rapport de 2025 sur l'action gouvernementale souligne expressément la nécessité de "renforcer la protection et l'exploitation de la propriété intellectuelle". À l'occasion de la quatrième séance plénière du 20^e Comité central du Parti communiste chinois, tenue en octobre 2025, la nécessité de renforcer la protection et l'exploitation des droits de propriété intellectuelle a été une nouvelle fois soulignée dans le cadre des efforts visant à définir les grands axes du développement des activités de propriété intellectuelle en cette nouvelle ère. Pour protéger les droits de propriété intellectuelle, l'Administration nationale de réglementation des marchés (SAMR) s'attache à renforcer les institutions, à intensifier l'application de la réglementation et à s'inspirer des expériences et des pratiques internationales afin de mettre en place un système de protection de la propriété intellectuelle conforme aux normes internationales et adapté au contexte national.

II. AMELIORATION CONTINUE DE LA PROTECTION ET DE L'APPLICATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

2. **Système d'application des droits professionnel et efficace.** À la suite des réformes institutionnelles de 2018 et 2023, l'Administration nationale de réglementation des marchés est devenue responsable de l'application globale de la réglementation des marchés, y compris au moyen de l'application administrative des droits de propriété intellectuelle. L'Administration nationale de réglementation des marchés et l'Administration nationale chinoise de la propriété intellectuelle (CNIPA) collaborent à la protection de la propriété intellectuelle. L'Administration nationale de réglementation des marchés mène des actions de protection des marques, des brevets, des indications géographiques et d'autres droits de propriété intellectuelle, tandis que la CNIPA apporte un accompagnement professionnel en matière de protection des marques et des brevets, et contribue à améliorer l'efficacité et le professionnalisme.

III. L'APPLICATION DES DROITS DANS LE DOMAINE DES MARQUES ET DES BREVETS PAR LES AUTORITES DE REGLEMENTATION DES MARCHES

3. **Développement institutionnel.** L'Administration nationale de réglementation des marchés et la CNIPA ont publié conjointement plusieurs séries de lignes directrices : les mesures de calcul du volume des activités illicites dans les affaires d'atteintes aux marques, qui visent à promouvoir l'uniformisation des sanctions administratives pour ce type d'atteintes; les normes en matière de preuve pour l'application administrative des droits dans le domaine des marques, qui visent à fournir des orientations plus précises sur l'application administrative des droits dans le domaine des marques et à normaliser la procédure de collecte, l'examen ainsi que les prises de décisions; et le règlement sur la classification des affaires de propriété intellectuelle dans le cadre de la réglementation des marchés (mise en œuvre à titre expérimental), qui vise à améliorer la gestion de la classification des affaires et à normaliser l'application des droits de propriété intellectuelle.

4. **Campagne spécialisée pour l'application des droits.** En avril 2024, l'Administration nationale de réglementation des marchés a lancé sa campagne spécialisée intitulée "Préserver les droits de propriété intellectuelle" (2024-2025). La campagne s'articulait autour de deux thèmes principaux : "Protéger les marques" et "Protéger les indications géographiques pour la revitalisation rurale". Elle prévoyait une répression énergique des atteintes aux marques, aux brevets et aux indications géographiques, ainsi que de la contrefaçon. En 2024, les autorités de réglementation des marchés à l'échelle nationale ont enquêté sur 44 000 cas d'atteintes à des marques, brevets et autres droits de propriété intellectuelle. Parmi ceux-ci, 1 311 cas ont été transmis aux autorités judiciaires. En 2025, 37 000 affaires portant sur des montants totalisant quelque 677 millions de yuans – soit environ 95 millions de dollars

dollar É.-U. – ont fait l'objet d'une enquête. Parmi celles-ci, 1 130 affaires ont été portées devant les tribunaux pour suspicion d'activité criminelle.

5. **Opérations nationales de destruction des produits de contrefaçon.** Afin d'empêcher la remise en circulation de produits contrefaisants et de qualité inférieure, l'Administration nationale de réglementation des marchés mène depuis plusieurs années des opérations coordonnées à l'échelle nationale visant à détruire les produits contrefaisants et ceux portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Entre 2021 et 2025, la valeur totale des marchandises détruites a atteint 2,79 milliards de yuans (400 millions de dollars É.-U.).

6. En juin 2025, une vidéoconférence nationale reliant 26 provinces (régions autonomes et municipalités) a été organisée. Dans le même temps, 3 683 tonnes de produits contrefaisants et de qualité inférieure – notamment des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques, des vêtements et des chaussures, des cosmétiques, des publications piratées, des cuisinières à gaz et des produits de sécurité incendie – d'une valeur totale de 432 millions de yuans (63,6 millions de dollars É.-U.) ont été détruites, créant ainsi un puissant effet dissuasif.

7. **Échanges et coopération internationaux.** En 2025, l'Administration nationale de réglementation des marchés s'est attachée à renforcer la coopération internationale à travers les initiatives suivantes :

- signature d'un protocole d'accord sur la coopération en matière de propriété intellectuelle avec l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO), marquant une avancée décisive dans la coopération bilatérale en matière de protection de la propriété intellectuelle;
- signature d'un protocole d'accord sur la coopération en matière d'application des droits de propriété intellectuelle avec l'Institut national français de la propriété industrielle (INPI);
- organisation du premier programme de formation en Chine pour les autorités de réglementation des marchés du Viet Nam
- coorganisation, avec l'USPTO, de la Conférence de 2024 sur la coopération sinoaméricaine en matière d'application administrative des droits, visant à lutter contre les ventes en ligne de produits contrefaisants, à Zhejiang (Chine);
- coorganisation, avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), en novembre 2025, de la Conférence internationale sur l'application des droits de propriété intellectuelle, avec la participation de pays tels que la France, l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique, d'organisations internationales telles qu'INTERPOL, et de 104 entreprises chinoises et étrangères;
- coorganisation avec l'OMPI, pendant plusieurs années, du Forum sur la coopération internationale en matière de lutte contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle et la contrefaçon, qui a réuni des représentants d'organisations internationales, d'ambassades en Chine et d'entreprises chinoises et étrangères pour un échange approfondi sur la manière de construire ensemble un système international de protection de la propriété intellectuelle qui soit efficace et équitable.

IV. LES AUTORITES DE REGLEMENTATION DES MARCHES RENFORCENT LA PROTECTION DES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES

8. **Protection des indications géographiques.** L'Administration nationale de réglementation des marchés et la CNIPA ont publié des lignes directrices conjointes, notamment le plan de mise en œuvre du système unifié de reconnaissance des indications géographiques et des avis sur le renforcement de la protection des indications géographiques, afin de renforcer la protection et d'améliorer le cadre juridique correspondant.

9. **Application renforcée des droits relatifs aux indications géographiques.** Conformément aux lois et règlements comme la loi sur les marques, les autorités ont pris des mesures sévères pour lutter contre les atteintes aux droits exclusifs sur les indications géographiques et l'utilisation illégale des indications géographiques. Les efforts en matière d'enquête se sont intensifiés et la protection des indications géographiques, des marques collectives et des marques de certification a été renforcée. En 2024, les autorités ont enquêté sur 1 407 affaires liées aux indications géographiques à travers le pays, pour une valeur totale de 9,81 millions de yuans (1,3 million de dollars É.-U.). Parmi ces affaires, 89 impliquant une activité criminelle présumée ont été portées devant les tribunaux.

10. **Mécanismes collaboratifs de protection des indications géographiques.** Les autorités s'efforcent de mettre en place des mécanismes de partage d'informations afin de renforcer la protection des indications géographiques à travers la gestion de l'enregistrement des dénominations commerciales. L'objectif est d'intégrer juridiquement les domaines concernés par les indications géographiques dans le système national de gestion de la normalisation des dénominations commerciales, de gérer de manière active les termes interdits ou soumis à restriction dans les dénominations, et d'aider les entreprises concernées à normaliser leurs demandes d'enregistrement de dénominations.

11. **Optimisation des normes de protection des indications géographiques.** Les autorités ont publié plus de 150 normes nationales recommandées, notamment les Exigences générales relatives aux normes applicables aux produits couverts par des indications géographiques, concernant par exemple l'Orange Navel de Gannan, en précisant l'étendue de la protection, la classification de produits, les exigences et les méthodes d'essai pour les produits correspondants. Les différentes régions chinoises ont publié quelque 1 860 normes locales relatives aux indications géographiques, notamment sur les racines de lotus de Honghut et l'orange verte de Qiongzhang, qui précisent les exigences techniques en matière de production, d'emballage et de stockage. L'Administration nationale de réglementation des marchés a signé un protocole d'accord sur la coopération et la protection des indications géographiques avec le Ministère italien de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts, établissant des mécanismes bilatéraux de communication et de coopération afin de renforcer la collaboration entre les deux pays en matière d'application des droits sur les indications géographiques.

V. CONCLUSION

12. Les autorités de réglementation des marchés vont intensifier leurs efforts en matière d'application des droits, optimiser leurs mécanismes de fonctionnement, s'attaquer aux difficultés rencontrées dans ce domaine et mettre en place des cadres de gouvernance collaboratifs afin d'assurer une protection juridique égale des droits de propriété intellectuelle de toutes les entités commerciales.

[Fin de la contribution]